

Pourquoi les jugements TuneIn du Royaume-Uni sont un retour aux âges sombres

Que se passe-t-il lorsque vous laissez certains vieux pets de la justice britannique, alimentés par un Brexit condamné, décider à eux seuls de l'avenir technologique, des progrès et des avantages auxquels les utilisateurs britanniques devraient avoir accès? Eh bien, des choix commerciaux stupides justifiés par des décisions juridiques parfaitement élégantes et intellectuellement stimulantes rendues par des anciens qui se déchaînent pour rendre "la Grande-Bretagne à nouveau grande". Je suis désolée que TuneIn ait dû payer un prix si élevé, sur le marché britannique, mais, au ciel, comme c'est le cas.



En tant que jogger quotidien, je suis l'une des premiers utilisateurs et fervente utilisatrice d'applications de radio, telles que Radio Garden et TuneIn, afin d'écouter, en particulier, les stations de radio de Los Angeles telles que KCRW Eclectic 24 et KPFK, tandis que je pratique mes exercices sportifs quotidiens et matinaux. Chez

moi, j'écoute des radios françaises comme FIP ou Nova, ou des chaînes de LA, via Tunein qui est accessible sur mes systèmes de sonorisation maison Sonos, des logiciels (installés sur mes deux iPhones) et des enceintes.

Cependant, au cours de la dernière année, je n'ai pas pu m'empêcher de remarquer que les stations de radio européennes, telles que FIP ou France Inter, n'étaient plus accessibles depuis la station TuneIn ou la station Sonos Radio, alors que je suis au Royaume-Uni.

Eh bien, maintenant je sais pourquoi. En effet, j'ai lu aujourd'hui les 3 derniers numéros de Music Confidential publiés par Susan Butler sur la "*décision d'appel TuneIn*" (sic).

Intriguée, j'ai décidé d'approfondir cette affaire et j'ai avalé (il n'y a pas d'autre mot) les 47 pages de la décision Warner Music UK Ltd et Sony Music Entertainment UK Ltd contre TuneIn Inc rendue par la Haute Cour de justice d'Angleterre et du Pays de Galles le 1er novembre 2019, ainsi que les 56 pages de l'arrêt TuneIn Inc contre Warner Music UK Limited et Sony Music Entertainment UK Limited rendu par la Cour d'appel le 26 mars 2021.

Tout en admirant la virtuosité intellectuelle du juge du premier degré, le juge Birss, affichée dans la décision du premier degré susmentionnée, ainsi que l'approche "main d'acier dans un gant de velours" privilégiée par le juge en appel, le juge Arnold, dans le jugement en appel, je ne peux que conclure que cet exercice de masturbation intellectuelle par le pouvoir judiciaire a conduit, encore une fois, à une autre castration d'un produit technologique plein de créativité, d'avancement, de connectivité au monde et d'ubiquité fantastique.

Suis-je donc énervée?

Oui. Voici pourquoi.

Êtes-vous en train de dire que TuneIn devrait abandonner les stations de radio Internet sans licence au Royaume-Uni?

Le "*modus operandi*" de TuneIn est d'exploiter une plateforme en ligne, un site Web et des applications, qui fournissent un service permettant aux utilisateurs d'accéder aux stations de radio du monde entier. Le service s'appelle TuneIn Radio.

Il est désormais disponible sur plus de 200 appareils connectés à la plateforme, y compris les téléphones intelligents, les tablettes, les téléviseurs, les systèmes audio de voiture, les haut-parleurs intelligents tels que Sonos et les technologies portables.

TuneIn Radio a des liens vers plus de 100.000 stations de radio, diffusées par des tiers à partir de nombreux endroits géographiques différents à travers le monde. Il est monétisé par la publicité et les abonnements, bien que l'abonnement soit gratuit pour de nombreux utilisateurs de produits "*hardware*", tels que les systèmes audio Sonos et Bose.

TuneIn Radio est génial car, comme Radio Garden, il permet aux utilisateurs de sauvegarder certaines chaînes de radio en tant que favoris, offre des services de curation ainsi que des fonctions de recherche, qu'un nouvel utilisateur peut utiliser lorsqu'il ne sait pas quelles stations de radio il ou elle peut aimer. En outre, TuneIn Radio offre des avantages tels que la personnalisation du contenu, la collecte d'informations sur les stations présentées sur des pages individuelles des stations, et des informations sur les artistes présentés sur des pages d'artistes dédiées.

Mieux encore, jusqu'à il y a quelques années, TuneIn Radio proposait un appareil d'enregistrement, via son application Pro, qui comprenait également un répertoire organisé d'un grand nombre de stations de radio Internet musicales.

En tant qu'utilisateur, vous êtes donc parfaitement divertis, et tous vos besoins musicaux sont pris en charge, lorsque vous utilisez la gamme complète des avantages et des services de TuneIn Radio.

Eh bien, le bonheur de ces utilisateurs a été de courte durée, cependant, puisque la décision de la Haute cour, confirmée par le jugement d'appel de 2021, a conclu qu'en incluant les stations de radio Internet sans licence,

telles que Capital FM Bangladesh et Urban 96.5 Nigeria, ou non conformes au régime des droits voisins locaux, telles que la station kazakhe Gakku FM et City Radio du Monténégro, TuneIn Radio enfreignait l'article 20 de la loi de 1988 sur le droit d'auteur, les dessins et modèles et les brevets (la "Loi") qui dispose:

"20. Infraction par communication au public

(1) La communication au public de l'œuvre est un acte limité par le droit d'auteur dans –

- a) une œuvre littéraire, dramatique, musicale ou artistique,*
- b) un enregistrement sonore ou un film, ou*
- (c) une émission.*

(2) Les références dans la présente partie à la communication au public concernent la communication au public par transmission électronique et, en relation avec une œuvre, comprennent:

- a) la diffusion de l'œuvre;*
- b) la mise à disposition du public de l'œuvre par transmission électronique de manière à ce que les membres du public puissent y accéder à partir d'un lieu et à un moment choisis individuellement par eux."*

Ainsi, non seulement ces stations de radio Internet sans licence et non conformes enfreignent le droit de communiquer au public, mais TuneIn Radio est condamné aussi, car il fournit des liens vers ces flux.

TuneIn Radio n'avait-il pas obtenu de ces stations de radio Internet la garantie qu'elles opéraient légalement dans leur pays d'origine? Dieu nous en préserve, TuneIn Radio ne pouvait évidemment pas se fier à une telle garantie, et il incombait à TuneIn Radio de vérifier que ces stations de radio Internet étaient sous licence ou conformes à leur régime de droits voisins locaux.

Quelle est donc la conséquence directe d'une telle position, adoptée par la Haute cour et la Cour d'appel du Royaume-Uni? Eh bien, toutes ces stations de radio Internet deviennent indisponibles au public, au Royaume-Uni mais aussi probablement dans d'autres pays européens tels que les 27 États membres de l'Union Européenne ("UE"), via les plateformes, sites Web et applications TuneIn Radio.

En effet, tout le raisonnement du juge Birss, dans l'affaire du premier degré, ainsi que du juge Arnold, dans l'affaire en appel, tournait autour de l'article 3 de la Directive de l'UE sur la société de l'information (la

“Directive”), qui a été transposé par le biais de l’article 20 de la Loi précédemment mentionné, et de la jurisprudence connexe abondante, complexe et extrêmement touffue de la Cour de justice de l’Union Européenne (“CJUE”) sur le droit de communication au public.

Donc, oui, évidemment, cette affaire TuneIn est valable à la fois pour le Royaume-Uni (qui a maintenant quitté l’UE via son Brexit imprudent) et pour les 27 états-membres restants de l’UE.

Par conséquent, les utilisateurs et les clients se retrouvent perdants parce qu’ils ne peuvent plus écouter tous les flux de radio Internet dans le monde via TuneIn, en conséquence directe de ces décisions du Royaume-Uni.

Et ça ne s’arrête pas là! Loin s’en faut.

Qu’en est-il des stations de radio musicales autorisées pour un territoire local autre que le Royaume-Uni, telles que VRT Studio Brussel en Belgique, Mix Megapol en Suède et MavRadio aux États-Unis?

Pour ces stations de radio en dehors des États-Unis, les pays appliquent divers types de régimes de droits à rémunération et ces stations paient une rémunération dans le cadre de ces régimes locaux. Les États-Unis appliquent un système de licence statutaire conditionnel au paiement de redevances et la radio test MavRadio paie ces redevances. Cependant, dans tous ces cas, l’organisme compétent n’a pas accordé de droits géographiques pour le Royaume-Uni.

Ahhh, le jugement britannique au premier degré, confirmé en appel, dit, ce n’est pas mon problème, mon cher monsieur: l’acte de communication de TuneIn en relation avec ces échantillons de flux radio qui paient des redevances à un organisme qui n’accorde pas de droits géographiques pour le Royaume-Uni, est illégal, sauf autorisation du détenteur des droits britannique. Comme ce n’est actuellement pas le cas, les actions de TuneIn constituent une infraction au sens de l’article 20 susmentionné de la Loi.

Par conséquent, TuneIn doit maintenant supprimer tout ce pool de stations de radio Internet de ses plateformes, applications et sites Web, jusqu’à ce qu’il ait trouvé comment conclure un accord avec les titulaires de droits britanniques.

La meilleure option de TuneIn est probablement de contacter la société britannique de gestion des droits voisins, PPL, et d’entamer immédiatement les négociations de licence à partir de là. En outre, TuneIn a tout intérêt à

coopérer directement avec les labels Warner et Sony, pour annuler ces licences, maintenant que la décision britannique au premier degré a été confirmée en appel et que ces deux demandeurs "*représentent plus de la moitié du marché des ventes numériques de musique enregistrée au Royaume-Uni et environ 43 pour cent dans le monde*" (sic).

Bien que je puisse comprendre que les tribunaux britanniques aient critiqué TuneIn pour le fait de ne pas avoir obtenu de manière proactive une licence de droits voisins au Royaume-Uni, pour ses propres stations de radio premium, mise à disposition exclusivement des abonnés de TuneIn, j'ai trouvé profondément castrant le fait qu'ils rendent TuneIn responsable de violation au premier degré du droit de communication au public pour simplement avoir fourni des flux vers des stations de radio Internet tierces sans licence, non conformes et qui ne paient pas de redevances au Royaume-Uni.

Qu'en est-il du droit des utilisateurs du Royaume-Uni et de l'UE d'avoir accès à autant de culture, d'expérience musicale et de savoir-faire que possible, même dans un contexte géopolitique où la plupart des pays du monde ne se soucient pas, et ne savent probablement même pas ce que sont, des droits voisins?

Cela discrimine directement les auditeurs et utilisateurs du Royaume-Uni et, probablement, de toute l'UE, car TuneIn devra désormais géobloquer tous ses liens vers des flux non conformes et indisciplinés, qui constituent probablement au moins 50 pour cent des 100.000 stations de radio Internet disponibles sur ses applications, plateformes et sites Web.

Ainsi, le juge Birss et le juge Arnold peuvent maintenant pousser un soupir de soulagement, à l'idée d'avoir sauvé les droits voisins européens face à une invasion culturelle barbare non britannique, mais je suis sûr que la plupart des utilisateurs britanniques de TuneIn n'ont qu'un "*fuck you*", pour toute réponse, en retour, concernant leur position mal avisée, technologiquement rigide et Brexitiste sur la question.

Désormais, en utilisant TuneIn Radio, un utilisateur britannique n'aura accès qu'aux stations de radio musicales autorisées au Royaume-Uni par PPL, telles que BBC Radio 2, Heart London, Classic FM et Jazz FM. Merci beaucoup, mais nous pouvons déjà accéder à ces chaînes de radio sur nos postes de radio terrestres ou sur leurs plateformes en ligne respectives, depuis le Royaume-Uni, alors quelle est la valeur ajoutée de TuneIn Radio au Royaume-Uni maintenant, je vous prie de clarifier?

Je ne peux donc plus utiliser le service d'enregistrement sur TuneIn?

Bien sûr, le juge Birss, puis le juge Arnold, ont opté pour la jugulaire en ce qui concerne l'option d'enregistrement par les utilisateurs de l'application Pro de TuneIn.

En effet, en ce qui concerne l'utilisation par un utilisateur de la fonction d'enregistrement, les demandeurs ont soutenu que l'application Pro n'était pas simplement un appareil d'enregistrement. Il comprenait également un répertoire organisé d'un grand nombre de stations de radio Internet musicales. L'acheteur de l'application Pro comprendrait raisonnablement que TuneIn leur avait vendu l'application Pro (avec sa fonction d'enregistrement intégrée) afin de leur permettre d'enregistrer le contenu audio proposé par le service TuneIn Radio. Il y avait également un point sur le degré de contrôle exercé par TuneIn. Seules les stations de radio Internet fournies par TuneIn pouvaient être enregistrées et TuneIn pouvait désactiver la fonction d'enregistrement au niveau de chaque station, station par station.

Alors que cette fonction d'enregistrement TuneIn était une fonctionnalité très originale, et unique, offerte, dans le monde concurrentiel des agrégateurs radio, la décision de la Haute Cour, confirmée en appel, l'a rapidement tuée, en constatant que *"TuneIn avait autorisé les infractions commises par ses utilisateurs en enregistrant à l'aide de l'application Pro"* et donc *"le service de TuneIn via l'application Pro lorsque la fonction d'enregistrement était activée enfreignait les droits d'auteur des demandeurs en vertu de l'article 20 de la Loi"*.

Même si le juge Arnold a autorisé l'appel, dans sa décision en appel, contre la conclusion tirée par le juge du premier degré, selon laquelle TuneIn était responsable de la contrefaçon par communication au public concernant les stations de "catégorie 1" (c'est-à-dire les radios Internet qui ont déjà une licence au Royaume-Uni via PPL) en fournissant l'application Pro aux utilisateurs britanniques avec la fonction d'enregistrement activée, le résultat est le même: du balais, en ce qui concerne la super fonction d'enregistrement offerte par l'application Pro de TuneIn.

Comme Susan Butler l'a écrit avec sagesse, dans ses trois derniers numéros de Music Confidential, *"à mon avis, cependant, cela ne signifie pas que (la propriété intellectuelle) doit perturber l'innovation numérique au-delà des frontières nationales"*. *"(...) le mauvais type de perturbation – le type*

coûteux et destructeur – semble se produire le plus souvent lorsque quiconque essaie de faire glisser d’anciens modèles commerciaux ou des entités construites autour d’anciens modèles commerciaux vers un nouveau marché numérique multinational. (...) Chacun doit devenir plus souple pour véritablement remodeler le marché pour soutenir la véritable innovation”.

Eh bien, Susan, avec les vieux pets qui ont rendu les décisions de 2019 puis de 2021 (regardez-les sur les audiences enregistrées en audio-vidéo ici!), compte là-dessus.

Un autre exemple d’isolement splendide et rétrograde au Royaume-Uni, mes amis: où est mon visa pour déménager à Los Angeles dès que possible, s’il vous plaît?

Crefovi met à jour régulièrement ses réseaux de médias sociaux, tels que LinkedIn, Twitter, Instagram, YouTube et Facebook. Vérifiez nos dernières nouvelles ici!

Votre nom (obligatoire)

Votre email (obligatoire)

Sujet

Votre message

Envoyer

D5YK